

France-Paris: Repair and maintenance services of gas meters**OJ S 158/2015 18/08/2015****Contract notice – utilities****Services****Directive 2004/17/EC****Section I: Contracting entity**

I.1. Name and addresses

Official name: Gaz réseau distribution France — GRDF

Postal address: 6 rue Condorcet

Town: Paris

Postal code: 75009

Country: France

For the attention of: Mme Kovacevic

E-mail: gabriella.kovacevic@grdf.fr

Telephone: +33 171262109

Internet address(es):General address of the contracting entity: <http://www.grdf.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for a dynamic purchasing system) can be obtained from: the abovementioned address**Tenders or requests to participate must be submitted:** the abovementioned address**I.2. Main activity**

Production, transport and distribution of gas and heat

I.3. Contract award on behalf of other contracting entities

The contracting entity is purchasing on behalf of other contracting entities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting entity**

Marché de petites interventions gaz.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 1: Maintenance and repair services

Main site or place of performance: Pays de Loire.

NUTS code

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement**II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

Réalisation de petites interventions gaz (hors dépannages).

II.1.6. CPV code(s)

50411200 Repair and maintenance services of gas meters

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Information about lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one lot only

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement**II.2.1. Total quantity or scope**

Réalisation de petites interventions gaz sur le territoire de Pays de Loire.

Estimated value excluding VAT: 500 000 EUR

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Marché de petites interventions gaz sur le territoire de Pays de Loire

2) CPV code(s)

50411200 Repair and maintenance services of gas meters

3) Quantity or scope

Estimated value excluding VAT: 500 000 EUR

4) Indication about different time frame or duration

Duration in months: 24 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract**III.1.1. Deposits and guarantees required**

Seront précisés dans le règlement de consultation.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres de l'entreprise. Paiement conforme à la loi du 4.8.2008 de modernisation de l'économie (paiement à 60 jours à compter de la date d'émission de la facture).

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Dans le cas de groupement momentané d'entreprises seul le groupement solidaire d'entreprises est autorisé.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: L'exécution du marché se fera en langue française.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Pour ces documents, le candidat doit fournir pour lui et ses sous-traitants éventuels lesdites pièces complétées.

Depuis le mois de novembre 2010, la société Certicorps assure pour le compte du pôle achat et approvisionnement via le portail: <http://www.e-attestations.fr> , la gestion des documents fiscaux et sociaux.

Si vous n'êtes pas enregistrés sur cette plateforme, il sera donc nécessaire, dès la notification de l'attribution (dans l'hypothèse où vous gagnez un marché ou un/des lot(s) de procéder à votre enregistrement, permettant l'accès à la plateforme. l'acheteur procèdera immédiatement aux formalités et vous communiquera les modalités d'accès pour déposer vos documents, s'il s'agit d'un premier accès. Si vous êtes déjà habilités, vous devrez vous assurer de votre régularité en la matière.

Pour information, la plateforme Certicorps relance, tous les 6 mois, les fournisseurs attributaires de marché(s) pour leur demander de déposer leurs documents fiscaux et sociaux de leur entreprise et salariés mis à jour. Elle informe périodiquement à la délégation achat et approvisionnement, des fournisseurs qui n'auraient pas mis à jour eurs documents.

Si le candidat est établi en France:

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou un devis, document publicitaire ou courrier professionnel, mentionnant la dénomination sociale, l'adresse complète et le n° d'immatriculation au RCS, RM, à une liste ou tableau d'un ordre professionnel, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des FR Formulaire standard 05 — Avis de marché — secteurs spéciaux 7 / 43 entreprises),
- une attestation de fourniture de déclarations sociales dûment datée et signée,
- une attestation sur l'honneur de l'entreprise:

1) du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires;

2) de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10 à L1221-12 et R1221-13 (déclaration à l'embauche), L3243-2 (remise de bulletins de paie), R3243-1 à R3243-5 (rubrique obligatoire du BP) du code du travail;

3) indiquant s'il a l'intention ou non de faire appel pour l'exécution du Contrat à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France;

4) que pour les cinq dernières années il n'existe aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1.

Lettre et règlement de consultation marché de services.

Document mis à jour et applicable au 15.3.2011 — annule et remplace toute autre version et L8221-2;

L5221-8, L5221-11 et L8251-1; L8231-1; L8241-1 à 8241-2 du code du travail (article 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6.6.2005),

S'il est établi ou domicilié en dehors de la France (tous les documents doivent être rédigés en

langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française):

— un document mentionnant le numéro d'identification à la TVA ou un document mentionnant l'identité et l'adresse du cocontractant ou le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal en France,

— un document attestant la régularité de la situation sociale de l'Entreprise au regard du règlement CEE n° 1408/71 du 14.6.1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant de moins de 6 mois,

— un document certifiant l'inscription à un registre professionnel ou un devis, document publicitaire ou courrier professionnel, mentionnant la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature d'inscription au registre professionnel ou un document attestant de la demande d'immatriculation en cours,

— une attestation sur l'honneur de l'entreprise:

1) de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10 à L1221-12 et R1221-13 (déclaration à l'embauche), L3231-4, L3231-5 et R3231-1 (remise de bulletins de paie), R3243-1 à R3243-5 (rubrique obligatoire du BP) du code du travail;

2) indiquant s'il a l'intention ou non de faire appel pour l'exécution du contrat à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France;

3) que pour les 5 dernières années il n'existe aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1 et L8221-2; L5221-8, L5221-11 et L8251-1; L8231-1; L8241-1 à 8241-2 du code du travail (article 8 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6.6.2005).

La transmission — à Certicorps — des documents fiscaux et sociaux et des attestations cités ci-dessus est une condition d'attribution. En leur absence, il n'y a pas d'attribution possible.

III.2.2. Economic and financial ability

III.2.3. Technical and professional ability

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

Some candidates have already been selected (if appropriate under certain types of negotiated procedures): no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information**IV.3.1. File reference number attributed by the contracting entity**

GRDF-158-002770

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents

(except for a DPS)

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

18.9.2015 - 12:00

IV.3.5. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender**IV.3.7. Conditions for opening of tenders****Section VI: Complementary information**

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Tribunal de grande instance de Paris

Postal address: 4 boulevard du Palais

Town: Paris

Postal code: 75055

Telephone: +33 144325151

Internet address: <http://www.justice.gouv.fr>

Body responsible for mediation procedures

Official name: Tribunal de grande instance de Paris

Postal address: 4 boulevard du Palais

Town: Paris

Postal code: 75055

Country: France
Telephone: +33 144325151
Internet address: <http://www.justice.gouv.fr>

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

13.8.2015